

Code
600079

Durée
10 jours + 3 heures

Tarif Inter*
7 900 € HT

**Repas inclus (en présentiel)*

PUBLIC

Responsables juridiques – Juristes – Responsables de services – Toute personne souhaitant obtenir une spécialisation en droit des sociétés

PRÉ-REQUIS

Aucun prérequis nécessaire

MOYENS PÉDAGOGIQUES

- Dispositif de formation structuré autour du transfert des compétences
- Acquisition des compétences opérationnelles par la pratique et l'expérimentation
- Apprentissage collaboratif lors des moments synchrones
- Parcours d'apprentissage en plusieurs temps pour permettre engagement, apprentissage et transfert
- Formation favorisant l'engagement du participant pour un meilleur ancrage des enseignements

SATISFACTION ET EVALUATION

L'évaluation est la garantie de la qualité et de l'efficacité du transfert de compétences durant le parcours. En présentiel ou distanciel, en synchrone ou asynchrone, pendant ou à l'issue du parcours, la réussite de l'évaluation donnera lieu à un certificat «Lefebvre Dalloz».

ACCOMPAGNEMENT FORMATION À DISTANCE

En cas de nécessité, une assistance technique et pédagogique est joignable entre 8h30 et 18h (jours ouvrés):

- par téléphone : 01 83 10 10 10
- par mail : src-formation@lefebvre-dalloz.fr

Une réponse immédiate est apportée ; si besoin, le demandeur est mis en relation avec un expert dans un délai maximum de 48h.

Objectifs pédagogiques

- Choisir la forme sociale adaptée
- Rédiger les statuts en aménageant contractuellement les obligations et pouvoirs
- Analyser les conditions de création et de fonctionnement de la SAS
- Encadrer le suivi juridique des événements majeurs et opérations de la société

Programme de la formation

Engagement

Vous vous engagez dans votre formation. Connectez-vous sur votre espace participant et complétez votre questionnaire préparatoire. Votre formateur recevra vos objectifs de progrès. Auto-évaluez vos compétences pour suivre vos progrès à l'issue de votre formation.
Droit des sociétés (niveau 1) (2 jours)

- Quiz : baromètre de vos connaissances en droit des sociétés

Se repérer dans le contexte des règles applicables au droit des sociétés suivant la forme sociale

Enumérer les sources du droit des sociétés

- Sources internes : Code civil, du Code de commerce, Code monétaire et financier, du Code général des impôts
- Traité européens : droit primaire
- Harmonisation des législations des états membres
- Focus sur les apports de dernières lois et précisions jurisprudentielles
- Quiz : se repérer dans les sources du droit des sociétés

Analyser les caractères généraux des sociétés

- Définition de la société : article 1832 du Code civil
- Société ou entreprise individuelle : analyse des critères
- Contrat de société : affectio societatis, apports et capital social, bénéfices et pertes
- Notion de personnalité morale

- Attributs de la personne morale : dénomination, siège social, nationalité, objet social, nom de domaine
- Intérêt social
- Régime des nullités applicables au droit des sociétés
- Exercice d'application : identification des critères d'existence d'une société et qualification

Distinguer les types de sociétés civiles et commerciales

- Sociétés avec PM /sans PM
- Sociétés civiles /sociétés commerciales: intérêt de la distinction
- Sociétés de personnes / sociétés de capitaux
- Cas des sociétés unipersonnelles
- Etude de cas : tableau synoptique pour comparer les différents sociétés commerciales
- Mise en situation : choisir la forme juridique suivant les critères de pertinence adaptés à la finalité recherchée

Analyser les règles de constitution et de fonctionnement d'une société

Déterminer les règles et formalités constitutives d'une société

- Acquisition de la personnalité morale
- Elaboration des statuts/autres formalités
- Contrôle : interne (élaboration et communication de certains rapports/externe (CAC/AMF)
- Cas pratique : constitution d'une SAS / Identifier les clauses statutaires conformes et non conformes au dispositif législatif impératif

Identifier les points essentiels du statut des dirigeants

- Statut juridique des dirigeants : principes généraux
- Nomination, révocation, cessation des fonctions
- Responsabilité civile et pénale
- Règles du cumul mandat social/contrat de travail
- Répartition des pouvoirs : dirigeants/assemblées
- Atelier "Dirigeant" :
 - Analyse de la situation d'un gérant associé de SNC au regard de sa révocation
 - Identification d'un gérant majoritaire dans la SARL

Distinguer les droits et obligations des associés

- Droit à l'information et résolution des conflits : informations obligatoires, expertise de gestion
- Droit de participer et de voter aux AG : principe et sanction des abus de majorité, de minorité
- Droits de vote double
- Obligation aux dettes sociales : indéfinie, conjointe ou solidaire, limitée aux apports ?
- Brainstorming : évaluer les contours de l'obligation aux dettes sociales

Cerner les règles générales des AG

- Compétences et répartition des pouvoirs
- Règles relatives aux différentes délibérations : AGO, AGE, AGM, AGS
- Règles de quorum et majorité
- Actions de préférence
- Quiz : le fonctionnement des assemblées

Evaluer la mise en oeuvre des mécanismes de contrôle de la gestion

- Gouvernement d'entreprise et établissement d'un rapport
- Obligations comptables,
- Rôle du CAC
- Déclaration des bénéficiaires effectifs
- Contrôle des sociétés cotées admises aux négociations réglementées par l'AMF
- Déclaration de performance extra-financière dans les grandes sociétés
- Responsabilité civile et pénale des personnes morales
- Débat : effectivité du contrôle des organes

Examiner les principes fondamentaux des opérations complexes

Identifier les événements majeurs de la vie des sociétés

- Changement de dénomination sociale
- Transfert de siège social
- Evolution du capital
- Transformation de la forme juridique

Cerner le cas particulier de la disparition de la société

- Causes communes de dissolution
- Publicité de la dissolution
- Liquidation et partage
- Cas pratique : qualifier juridique l'opération et en dérouler les conséquences
Droit des sociétés (niveau 2) (2 jours)

Expliquer l'exercice des pouvoirs et des contre-pouvoirs suivant la forme sociale

Caractériser la direction au sein des sociétés suivant chaque forme sociale

- Notion et statut juridique des mandataires sociaux : évoluons au regard du droit européen
- Formes sociétaires avec gérance : gérant unique ou collégiale, gérant minoritaire ou majoritaire, leurs pouvoirs
- Direction dans la SA ou la SAS : système moniste ou dualiste, mandataires sociaux, répartition des pouvoirs généraux et spéciaux, organisation des réunions

- Cas particulier de la SAS : incertitude quant aux organes collégiaux
- Dirigeant effectif (notion) et administrateurs indépendants
- Dispositions concernant le rapport sur le gouvernement d'entreprise dans les SA
- Déclaration de performance extrafinancière dans les grandes sociétés
- Plan de vigilance
- Etude de cas : la clause d'excusation dans la SAS

Repérer l'exercice des contre-pouvoirs au sein des décisions collectives

- Application du principe : les dirigeants proposent et les assemblées disposent
- Tenue des assemblées : quorum, majorité, unanimité
- Contrôle interne : les comités
- Compétence de l'AGO concernant la rémunération des dirigeants des sociétés cotées : règle du « say on pay »
- Cas pratique : les chances de réussite de trois projets présentés

Optimiser la gouvernance

- Mettre en place des structures pertinentes de gouvernance
- Evaluer la gouvernance
- Rendre des comptes sur la gouvernance

Analyser le régime juridique des titres financiers

Evaluer la flexibilité des titres et valeurs mobilières émis par les sociétés

- Parts sociales : limites légales et statutaires à la cession
- Incidence du régime matrimonial en cas d'acquisition/cession
- Actions : exceptions statutaires à la liberté de cession
- Cessions de titres
- Pactes d'actionnaires
- Autres valeurs mobilières (actions de préférence, obligations...)
- Étude de cas : analyser des clauses statutaires et extrastatutaires d'un pacte d'actionnaires

Analyser la notion d'offres au public de titres financiers

- Distinction entre actions nominatives et actions au porteur
- Contraintes supplémentaires : publicités légales diverses
- De l'offre au public de titres financiers à l'admission sur un marché réglementé
- Gouvernement d'entreprise dans les sociétés dont les titres sont admis à une cote officielle
- Débat : les évolutions à la lumière du droit européen

Examiner la réglementation des groupes de sociétés

Identifier les groupes de sociétés

- Absence de définition légale et reconnaissance économique
- Groupe par rapport à la notion de contrôle : direct, indirect, conjoint...
- Influence notable et action de concert
- Reconnaissance du groupe dans les autres branches du droit (fiscal, procédures collectives, social)
- Cas pratique : reconnaître le contrôle entre société mère et filiales au sein de l'organigramme d'un groupe de sociétés

Spécifier certaines situations au sein des groupes de sociétés

- Etablissement de comptes consolidés
- Exceptions aux règles de cumul de mandats dans les groupes
- Réglementation des conventions intergroupes
- Déclarations de franchissement de seuils
- Déclaration des bénéficiaires effectifs au sein d'un groupe
- Cas pratique : conventions intra-groupes

Gérer les situations complexes

Distinguer les notions afférentes aux opérations de restructuration

- Définition de la fusion
- Définition de la scission
- Définition de l'apport partiel d'actif
- Quiz : choix du mode de restructuration

Repérer les situations critiques

- Autocontrôle
- Participations réciproques
- Privation des droits de vote
- Autodiagnostic : les situations critiques dans votre entreprise

Examiner les risques et responsabilités de la société mère dans le cadre d'une procédure collective

- Action en paiement de l'insuffisance d'actif
- Confusion des patrimoines et relations anormales entre les sociétés
- Co-emploi
- Gestion de fait
- Mise en situation : identifier les situations à risque et proposer des solutions de traitement

SAS : atouts, constitution et fonctionnement (2 jours)

- Quiz diagnostic : point sur vos connaissances

Analyser les conditions de création et de fonctionnement de la SAS

Identifier les atouts de la SAS

- Structure d'exploitation simple et adaptable
- Société holding adaptée aux groupes familiaux et aux groupes « non cotés »
- Filiale idéale dans un groupe fiscalement intégré
- Instrument de collaboration entre entreprises
- Outil de transmission souple et maniable
- Quiz : pourquoi constituer une SAS ?

Constituer une SAS

- Création de l'entreprise : le choix d'une structure adaptée au projet comme au profil de l'entrepreneur
- Clauses statutaires : objet social, capital social et pièges de la variabilité du capital, actions de préférence...
- Transformation en SAS : les difficultés liées à l'exigence d'une décision unanime et leurs solutions
- Simplification des formalités

Examiner le fonctionnement de la SAS

- Piège des statuts types
- Utilité d'un pacte d'actionnaires et son articulation avec les statuts
- Focus sur certaines clauses sensibles : préemption, sortie conjointe, sortie forcée (drag along, tag along, shotgun), ...
- Modalités de résolution des conflits entre associés
- Savoir anticiper et planifier les évolutions : intégrer des clauses statutaires évolutives dès la création (exclusion, agrément, actions à droits multiples...)
- Prévoir des scénarios de sortie dans le pacte (bad leaver, good leaver, tag along...)
- Construire une stratégie d'évolution juridique alignée avec le business model
- Cas pratique : création et fonctionnement de la SAS

Structurer la direction de la SAS

Situer la direction de la SAS en fonction du projet

- Différents modes de gouvernance
- Cumul illimité des mandats

Définir le contrôle de la direction et ses limites

- Contrôle des conventions conclues avec les dirigeants dans les SAS et SASU
- Possibilité d'instituer un organe spécifique de surveillance
- Règles propres au CAC depuis la loi Pacte
- Atelier de réflexion : comment prévenir statutairement l'omnipotence du dirigeant dans une SAS filiale de groupe ?

Optimiser la gouvernance

- Choix des structures pertinentes de gouvernance
- Evaluation de la gouvernance



- Rapport sur la gouvernance
- Cas pratique : optimisation de la gouvernance et mise en œuvre

Aménager les contre-pouvoirs dans la SAS

Distinguer les droits et les obligations des associés

- Exercice du droit de vote des associés
- Droits financiers des associés
- Clauses d'inaliénabilité, d'agrément, d'exclusion

Garantir la tenue des décisions collectives

- Modalités matérielles de la consultation des actionnaires
- Aménagements possibles à la tenue physique des assemblées générales

Repérer l'exercice des contre-pouvoirs au sein des décisions collectives

- Application du principe : les dirigeants proposent et les assemblées disposent
- Tenue des assemblées : quorum, majorité, unanimité
- Contrôle interne : les comités
- Quiz : aménagement des contre-pouvoirs dans la SAS

Transformer la SAS

Réaliser une levée de fonds dans une SAS : opportunités et modalités

- Pourquoi la SAS est-elle attractive pour les investisseurs ?
- Liberté statutaire pour créer des actions de préférence
- Flexibilité dans la répartition des droits financiers et politiques
- Pas d'obligation de CAC (sous seuils)

Choisir parmi les différentes options de levée de fonds

- Apport en capital : augmentation de capital en numéraire ou en nature
- Emission d'actions de préférence : droit de vote double, dividende prioritaire, liquidité privilégiée...
- Obligations convertibles (OC, OCA, OBSAR...) : dette convertible en capital
- BSA / BSPCE : outils pour attirer les talents (startups)
- Processus juridique et formalisme
- Cas pratique : précautions à prendre dans le cadre d'une levée de fonds

Adapter la SAS : changements de forme ou d'organisation

- Transformation en une autre forme juridique (SARL, SA...) : motifs, conditions, conséquences fiscales et sociales
- Transformation d'une autre société en SAS : SARL/SAS, avantages, points d'attention

- Refonte de la gouvernance en cours de vie sociale : évolution de la direction, instauration ou suppression de contre-pouvoirs (organe de surveillance, droits spécifiques...)
- Débat : pourquoi choisir la forme sociale/SAS ?

Dissoudre ou liquider la SAS

- Dissolution volontaire anticipée ou judiciaire
 - Liquidation amiable
 - Fusion ou transmission universelle de patrimoine (TUP)
 - Cas pratique : la SAS dans tous ses états
- Conventions réglementées dans les SA, SARL, SAS (1 jour)

Distinguer les typologies de conventions

Identifier les conventions libres

- Notion d'"opérations courantes"
- Notion de "conclusion à des conditions normales"
- Quiz : qualifier les opérations courantes

Repérer les conventions interdites

- Conventions visées
- Personnes concernées
- Sanctions
- Particularisme de la rémunération des mandataires sociaux
- Cas pratique : caractériser les conventions interdites

Analyser le régime juridique des conventions réglementées

Déterminer le domaine d'application des conventions réglementées

- Personnes visées par le contrôle
- Fonctionnement et mise en œuvre de la procédure de contrôle
- Conséquences du défaut d'approbation
- Cas pratique : autour de cas concrets, identification du régime juridique concordant

Suivre les étapes et les caractéristiques de la procédure de contrôle selon le type de société

- Procédure applicable aux SA
- Procédure applicable aux SARL
- Procédure applicable aux SAS
- Responsabilités et sanctions possibles
- Cas pratique : appliquer la procédure adéquate selon le type de société

Caractériser les particularités des conventions intra-groupes

Analyser les problématiques dans les groupes de société

- Définition des opérations courantes conclues à des conditions normales
- Prise en compte de l'existence d'un groupe
- Quiz : déterminer les conditions considérées comme normales dans un groupe

Mettre en oeuvre les règles applicables aux conventions visées

- Convention d'intégration fiscale et de trésorerie
 - Autres conventions
 - Étude de cas : les conventions intragroupes soumises à un régime particulier
- Pactes d'actionnaires : techniques de négociation et de rédaction (1 jour)

Analyser le cadre juridique du pacte d'actionnaires

Cerner les enjeux du pacte

- Détermination de la nature et du régime juridique
- Enjeux de la conformité du pacte à la loi et aux statuts
- Débat : comparer les avantages du pacte par rapport aux statuts

Examiner son régime juridique

- Détermination de sa validité par rapport à l'ordre public sociétaire
- Recours aux avantages particuliers et actions de catégorie pour véhiculer certains droits politiques et/ou financiers
- Débat : à quoi servent les pactes ?

Conclure un pacte d'actionnaires

Déterminer la finalité du pacte

- Bonnes questions à se poser
- Intérêt du préambule
- Mise en situation : établir le contexte du pacte et son objet

Élaborer la trame du pacte

- Différents groupes d'actionnaires
- Champ d'application du pacte
- Cas pratique : les réflexes à adopter à la conclusion du pacte

Rédiger les clauses du pacte d'actionnaires

Lister les clauses envisageables d'un pacte

- Clauses relatives à la répartition du capital, à l'évolution du pacte et à l'organisation du pouvoir
- Clauses garantissant un droit concédé à un actionnaire

- Clauses de sortie
- Partage d'expériences : les clauses pertinentes

Organiser les droits et obligations des parties

- Droits politiques et financiers
- Clauses spécifiques concernant l'activité des dirigeants ou salariés membres du pacte
- Contrôle de l'actionnariat
- Etude de cas : examen de clauses tirées de la pratique de l'intervenant, détection des pièges et présentation de techniques rédactionnelles

Cerner les difficultés liées à l'exécution du pacte d'actionnaires

Identifier les principales difficultés liées à l'exécution

- Modalités de fixation du prix en cas de cession et clauses financières
- Clauses relatives à la gestion et aux risques associés
- Clause de durée du pacte
- Débat : les pièges à éviter

Renforcer l'efficacité juridique du pacte

- Nomination d'un gestionnaire du pacte
 - Clause pénale ou de résiliation
 - Mesures préventives
 - Contentieux
 - Étude de cas : analyse de clauses à partir de la jurisprudence la plus récente afin d'en déduire les précautions rédactionnelles à prendre
- Cession de droits sociaux et garanties de passif (2 jours)

Préparer la cession

Mesurer l'incidence de l'existence d'une clause d'agrément ou de préemption

- Importance et conséquence de la localisation statutaire ou extrastatutaire de la clause
- Rédaction des clauses en fonction des opérations visées
- Variations liées à la forme de la société
- Sanctions en cas de non-respect des clauses
- Conséquences du refus d'agrément ou de l'exercice de la préemption
- Cas pratique : rédiger une clause d'agrément efficace

Utiliser à bon escient les promesses de vente

- Promesses et problématiques communes
- Prohibition des clauses léonines : principe et applications

- Possibilités ouvertes au bénéficiaire d'une promesse en cas d'inexécution
- Focus sur l'article 1124 du Code civil
- Etude de cas : la promesse de vente à la lumière de la jurisprudence récente

Réaliser la cession

Intégrer les obligations des parties à la cession

- Obligations découlant de la nature juridique de l'acte
- Différences selon la nature civile ou commerciale de l'acte
- Solidarité des parties : attention à la présomption de solidarité commerciale
- Détermination du prix des parts ou actions cédées : clauses d'évaluation ou recours à un expert ?
- Cas pratique : rédiger une clause de prix

Cerner les effets de la cession

- Transfert de la propriété des titres
- Jouissance des droits d'associé : point de départ du droit aux bénéfices
- Quelle compétence judiciaire en cas de litige ?
- Cas pratique : déterminer le point de départ du droit aux bénéfices

Aménager les garanties de passif

Organiser les garanties légales du vendeur

- Cohabitation des garanties contractuelles et légales
- Comment s'assurer de l'absence de vices du consentement ? Quid de la violence économique évoquée dans l'article 1143 du Code civil ?
- Obligation de délivrance, garantie des vices cachés, garantie d'éviction
- Débat : du devoir de loyauté du dirigeant social

Elaborer conventionnellement la garantie de passif du vendeur

- Clauses de révision de prix et garanties de passif stricto sensu
- Typologie des clauses visant à assurer l'efficacité de la garantie
- Mise en œuvre de la clause : respect des délais d'information, appel de la garantie pour un passif connu du cessionnaire avant la cession...
- Incidence de la cession des titres sur la mise en jeu de la garantie
- Cas pratique : rédiger une convention de garantie de passif

Définir les garanties dues par l'acheteur

- Que peut faire la convention ?
- Moyens issus de la réforme du droit des contrats
- Exercice de synthèse : typologie des principales clauses
Clauses de garantie de passif et technique rédactionnelle - (Format Workshop - 3heures)

Appliquer les techniques rédactionnelles conformes à la garantie de passif

Déterminer les garanties légales

- Garantie des vices cachés
- Garantie d'éviction
- Causes de nullité
- Efficacité des garanties légales

Elaborer les garanties conventionnelles

- Typologie des clauses de garantie
- Faire le bon choix en fonction de la situation

Cerner les enjeux pratiques de la garantie

- Garantie de la garantie
- Contentieux de la garantie
- Atelier pratique "Rédiger la garantie" :
 - Préambule
 - Parties
 - Déclarations
 - Mécanisme choisi
 - Limites
 - Paiement
 - Transmission

Transfert

Votre parcours de formation se poursuit dans votre espace participant. Connectez-vous pour accéder aux ressources, auto-évaluer vos compétences acquises pendant votre formation et faciliter la mise en œuvre de vos engagements dans votre contexte professionnel

A noter

... —————

En amont et en aval de la formation, le positionnement pédagogique sera effectué à l'aide d'un questionnaire d'auto-positionnement.

Prochaines sessions

...

A DISTANCE, PARIS

- 21 Sep. au 3 Déc. 2026

